



Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten) im Europäischen Parlament
Group of the European People's Party (Christian Democrats) in the European Parliament
Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) au Parlement européen

STRATEGIE UE 2020

Une nouvelle stratégie pour de nouveaux défis

Le 24 novembre 2009, la Commission européenne a publié une consultation sur la nouvelle stratégie sur l'UE 2020 (COM(2009) 647 final). Celle-ci doit remplacer la précédente stratégie dite "de Lisbonne", dont le but était de faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive au monde et de parvenir au plein emploi à l'horizon 2010. En se fondant sur les réalisations de la stratégie de Lisbonne, tout en en tirant les leçons, la stratégie 2020 vise une économie sociale de marché plus verte et plus intelligente.

La naissance de la stratégie UE 2020 intervient dans un contexte de crise économique, de défis climatiques et d'enjeux sociaux. La marge de manœuvre budgétaire pour insuffler une nouvelle dynamique est limitée: les finances publiques des Etats membres ont été mises à mal par la crise économique et financière de 2008 et les entreprises, les ménages et l'emploi en ont payé un lourd tribut. Les défis que pose le changement climatique doivent trouver leurs réponses: il faut préserver les ressources naturelles et les matières premières, les utiliser à meilleur escient et augmenter leur productivité. La crise a aussi exacerbé les enjeux sociaux: les sociétés européennes font face à un vieillissement de leur population et leur système de solidarité est mis à rude épreuve; les questions de l'intégration des populations immigrées, de l'exclusion sociale et de la pauvreté sont posées en des termes plus forts.

La consultation de la Commission européenne s'articule autour de trois priorités:

- Créer de la valeur en fondant **la croissance sur la connaissance**: pour assurer une croissance durable dans un monde en mutation, il faut investir dans l'éducation, la recherche, l'innovation et la créativité. Un agenda numérique sera essentiel pour développer le potentiel de l'économie numérique européenne et aboutir à un véritable espace européen de la connaissance dans lequel circuleront librement les personnes, les connaissances et les technologies (la 5ème liberté).
- Favoriser **l'émancipation dans des sociétés ouvertes à tous**: alors que la crise a détruit des emplois qui ne seront pas remplacés, la transformation de l'économie européenne en une économie plus intelligente, plus verte et plus compétitive nécessitera le transfert de travailleurs dans de nouveaux secteurs d'activités. Pour assurer la transition sans briser la solidarité sociale, il faut réfléchir à des mécanismes de flexisécurité, pour garantir une protection aux travailleurs tout en maintenant la flexibilité du marché du travail, et de formation professionnelle tout au long de la vie. Il sera nécessaire d'adapter les systèmes de sécurité sociale à la crise et au vieillissement de la population.
- Créer une **économie compétitive, connectée et plus verte**: face aux défis énergétiques et climatiques, l'économie européenne doit utiliser de manière plus efficace les matières premières et développer de nouvelles sources d'énergie faibles en CO2. De grands chantiers sont prévus quant aux centrales énergétiques (super réseau européen de l'électricité) et aux réseaux de transport (programmes de gestion du trafic routier, du trafic ferroviaire ERTMS, et du trafic aérien SESAR) et de communication (Galileo, GMES).

Il reviendra au Conseil européen de piloter la stratégie UE 2020 en prenant les décisions clés sur les propositions de la Commission. Le Parlement européen est aussi amené à jouer un rôle plus important ainsi que les Parlements nationaux.

Le prochain Conseil européen de Printemps (voir calendrier) fixera les lignes directrices de la stratégie. Les Etats membres seront invités à fixer leurs objectifs nationaux pour une période de cinq ans. Le contrôle des progrès réalisés dans les Etats membres et au niveau de l'UE se fera chaque année par la Commission et le Conseil européen.

Pour l'heure, le document de la Commission semble faible et le Groupe devra faire attention à de nombreuses questions en suspens:

- aucune méthode de financement n'a été développée;
- le rôle dévolu à chaque niveau de pouvoir (UE, Etats, autorités régionales et locales) n'est pas défini;
- aucun système incitatif ou de contrainte n'est envisagé.

Priorités du PPE pour une stratégie UE 2020

1. Vers une économie sociale de marché durable plus verte

L'UE devrait saisir l'avantage de son rôle de leader dans les technologies de l'économie verte et étendre sa marge de compétitivité dans ce domaine. Les processus de production durable, l'utilisation efficace des ressources et un développement accru des sources d'énergies renouvelables permettront de maintenir une forte base industrielle en Europe, en augmentant la compétitivité, grâce à une dépendance réduite des ressources, et d'atteindre les objectifs climatiques ambitieux. Les PME, en tant que moteurs de notre économie et créatrices d'emplois, jouent un rôle important vers une économie sociale de marché durable. En renforçant son rôle de leader, l'UE devrait exploiter le potentiel d'exportation de cette opportunité technologique. La création d'une économie plus verte se traduira également par de nouveaux emplois fondés sur la connaissance offrant aux jeunes aussi bien qu'aux personnes sans emplois l'opportunité de se réorienter et de se reconverter eux-mêmes et d'accéder à des emplois qualifiés.

2. Une croissance durable fondée sur la connaissance

Une croissance durable basée sur la connaissance demande des activités de recherches fondamentales et appliquées efficaces. L'innovation doit être le moteur de la croissance et de la prospérité européennes. Le PPE fait pression pour que la recherche fondamentale soit effectuée au niveau de l'UE d'une manière coordonnée. Les résultats doivent être appliqués afin d'apporter des bénéfices à tous les citoyens de l'UE. Pour rendre la recherche appliquée européenne plus efficace, il est crucial de mieux rationaliser les structures existantes, un climat d'investissement favorable à l'innovation et à la recherche devrait être créé aussi bien dans le secteur public que privé. L'Europe devrait promouvoir une protection efficace de la propriété intellectuelle en promouvant un régime efficace de brevets européens. Une attention particulière devrait être accordée au développement des technologies clés habilitantes. Une attention spéciale doit être portée sur l'économie numérique pour permettre à l'Europe de jouer son rôle de leader mondial.

L'innovation commence en investissant dans l'éducation. La création d'employabilité à travers les politiques de formation tout au long de la vie renforcera l'inclusion sociale. Le vieillissement de la population européenne appelle des politiques de formation tout au long de la vie en vertu desquelles les opportunités de formation devraient être encouragées et devraient accompagner les individus tout au long de leur vie professionnelle. Il sera nécessaire de soutenir le nombre de personnes actives sur le marché du travail et de renforcer l'inclusion sociale.

Une politique de cohésion forte, réformée et flexible, adaptée aux besoins actuels, devrait représenter un élément clé de la stratégie UE 2020.

3. Promouvoir les PME et les emplois

En ces temps de crise économique, la stratégie UE 2020 devrait mettre davantage l'accent sur le rôle central des petites et moyennes entreprises. Les PME sont le moteur de notre économie actuelle et stimuleront l'économie de sortie de crise économique et financière. Elles créeront de nouvelles opportunités d'emploi, donnant aux PME la possibilité de trouver des idées créatives produisant l'innovation qui garantit la force économique et le progrès technologique. La ligne politique adoptée par l'introduction du Small Business Act ne doit pas être perdue. La priorité devrait être par conséquent donnée à des efforts supplémentaires dans le domaine de la déréglementation et de la législation favorable aux PME, la création d'entreprise et l'accès aux financements.

L'achèvement du marché intérieur des biens, du travail et des services demande une régulation saine, assure une meilleure transposition des règles européennes dans les législations nationales, une meilleure mise en œuvre et une supervision européenne des marchés financiers.

4. Equilibrer les budgets publics

Des budgets publics équilibrés seront la base du financement de la stratégie UE 2020. Le respect du pacte de stabilité et des principes des stratégies coordonnées de sortie de crise, afin de surmonter les effets de la crise économique et financière sur les finances publiques, devrait en conséquence être la clé des futures politiques fiscales. Les politiques anti-inflationnistes et des règles budgétaires saines ont un effet à long terme de promotion de la croissance et d'augmentation des perspectives d'emplois des jeunes. Ce faisant, l'Etat remplira son rôle de bon gardien dans lequel il assure des services publics adéquats disponibles pour les générations futures.

5. Une gouvernance européenne forte pour une stratégie UE 2020 réussie

Une législation européenne concrète et coordonnée doit répondre à la diversité de l'UE et doit tenir compte des différences entre les Etats-membres. Une structure de gouvernance forte et transparente, qui va de pair avec la subsidiarité, se traduira par un engagement de tous les Etats-membres.

Calendrier prospectif

Dates	Réunions/Sommets	Activités du Groupe en rapport avec la stratégie UE 2020
24 novembre 2009	Publication de la consultation de la Commission européenne sur la future stratégie "UE 2020"	
8 décembre		Réunion du Groupe de Travail économie environnement, entre autre sur: Stratégie de Lisbonne après 2010 ("20-20-20"): Discussion sur les actions politiques et procédurales à envisager pour l'avenir
10 décembre		Publication des réflexions du Réseau européen d'idées (EIN) sur les stratégies de sortie de crise à l'occasion du Congrès du PPE à Berlin
15 janvier 2010	Clôture de la consultation sur la stratégie UE 2020	
27-29 janvier	Réunion informelle à Barcelone des ministres de l'Emploi et de la Sécurité sociale de l'UE	
28-29 janvier		Séminaire du Réseau européen d'idées (EIN) sur la "stratégie verte" de l'Union, avec la Konrad Adenauer Stiftung
2 février		Réunion du Groupe de Travail économie environnement, entre autre sur: Future stratégie "UE 2020": Discussion sur les actions politiques et procédurales à envisager pour l'avenir
11 février	Réunion informelle des Chefs d'État ou de gouvernement consacrée aux questions économiques et aux suites de la conférence de Copenhague sur le climat	
23 février		Réunion semi-annuelle de tous les <i>think tanks</i> de l'EIN sur le thème de la stratégie "UE 2020"
04-05 mars		Réunion extérieure du Bureau du Groupe à Budapest (Hongrie) sur:

		- la politique sociale: économie sociale de marché, emploi, formation éducation - la politique de cohésion
16 mars	Conseil ECOFIN, entre autres sur la préparation des conclusions du Conseil sur la stratégie UE 2020	
25-26 mars	Conseil européen de Printemps	
15-16 avril		Réunion extérieure du Bureau du Groupe à Kosice (Slovaquie) sur l'impact de la crise économique et financière à court et long terme
06-07 mai		Réunion extérieure du Bureau du Groupe à Karlovy Vary (République Tchèques). Thèmes entre autres proposés: emplois/Europe 2020/économie sociale de marché